

Encore 16 postes en moins

FINANCES PUBLIQUES De nouvelles suppressions sont annoncées dans le département. Les agents ont débrayé hier sous les fenêtres de la direction

DANIEL BOZEC
d.bozec@sudouest.fr

Hier matin, les agents ont débrayé sous les fenêtres de la toute nouvelle Direction départementale des finances publiques (DDFiP), place des Jacobins à Agen. Cette année encore, 16 postes seront supprimés en Lot-et-Garonne. L'intersyndicale s'est chargée de faire passer une pétition dans les rangs, appelant « la direction locale à prendre réellement toutes ses responsabilités en disant stop à ce rouleau compresseur ».

Vœu pieux ? Fini, le centre des impôts d'un côté et la trésorerie publique de l'autre. Qu'il peine à calculer son impôt ou qu'il ait d'éventuelles difficultés à régler celui-ci, son interlocuteur est le même. Dernier exemple lot-et-garonnais en date, à Agen, les deux services sont logés dans le bâtiment B de la cité administrative depuis le 1^{er} décembre dernier. Mais l'instauration du « guichet fiscal unique » ne va pas sans remous, à écouter les doléances des représentants syndicaux : « C'est un peu comme à Pôle emploi, mêmes causes, mêmes effets : on a fusionné, les gains de productivité n'ont pas eu lieu. La réalité du terrain ne colle pas », assure Michel Chaleix, de FO.

Deux trésoreries fermeront
Prétendus gages de productivité, les nouveaux logiciels ne feraient que freiner la tâche des agents et la suppression des petites trésoreries (à venir cette année, Castelmoron et Tournon-d'Agenais, après Castillonnes en 2010, Lavardac et Damazan en 2009) ne serait autre qu'un « scandale » : « Les restructurations à répétition et l'informaticque défaille pénalisent l'efficacité et provoquent la colère des agents », est-il résumé en tête de pétition.

C'est bel et bien au rythme d'une quinzaine de postes par an que le personnel lot-et-garonnais des finances publiques s'érode, soit « une centaine de postes depuis 2003 ». « Nous ne sommes pas contre la télédéclaration, il faut vivre avec son temps », reprend Pierre Molinier, de la CGT Finances publiques : « Mais il ne faut pas tomber dans la caricature inverse :

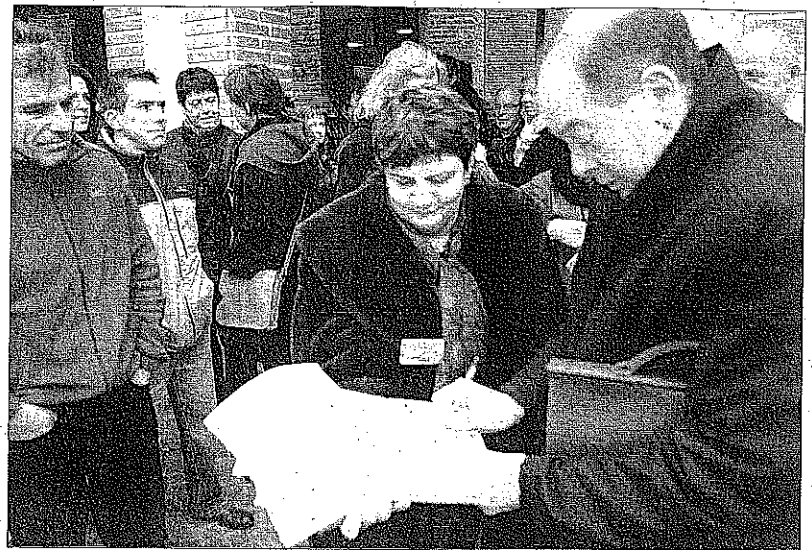
quand on a un renseignement fiscal à demander, ce n'est pas la touche 1, 2 ou 3 : il y a un minimum de services à rendre, d'autant plus que la législation reste complexe. » « Ils sont en train de mettre en place une administration de cadre A... Nous, on appelle ça l'armée mexicaine. Mais il faut bien des gens qui répondent au téléphone et assurent l'accueil », défend Corinne Bruzeau, de l'Union SNUI Sud Trésor Solidaires. « Un déficit d'exécutants avec une surpopulation d'encadrants », résume son collègue Jean-Christophe Lapeyre.

Le directeur relativise

Pas plus tard que mardi, Claude Pellerin, ex-trésorier-payeur général du Lot-et-Garonne, s'attellait à présenter les vertus de la dénommée DDFiP dont il a pris la direction à l'automne. Avec les agents, « les choses se passent plutôt bien, avançait-il, tout en convenant de l'envergure des réductions d'emploi sur le modèle d'un départ en retraite sur deux non remplacé ». Ainsi confirmait-il les 16 suppressions de postes prévues en 2011 : « Ce n'est pas la fusion qui en est la cause. »

« Le personnel lot-et-garonnais des finances publiques s'érode au rythme d'une quinzaine de postes par an, soit une centaine depuis 2003 »

« Il n'est pas question d'être démunis, poursuivait Claude Pellerin, vantant économies d'échelle et gains de productivité : ce que nous voulons, c'est le plein exercice de nos métiers. » Entre autres objectifs affichés : « Améliorer la performance et l'efficacité des services en matière de fraude fiscale et de recouvrement de l'impôt. » Et le directeur de la DDFiP l'affirme, il s'agit là d'« une réforme aux enjeux plus importants que ne le perçoit le public : elle met enfin en bon ordre l'administration fiscale unique ».



Invités à signer une pétition, les agents étaient plusieurs dizaines réunis, hier, à Agen. PHOTO D.B.

Une inauguration boycottée

L'unité territoriale de la Direccte a déménagé, non sans problèmes techniques. Les agents ont boycotté l'inauguration hier



Seuls les directeurs de services ont participé à la cérémonie. PHOTO JEAN-LOUIS BORDERIE

« Inconfort »

Reste que le flamboyant neuf bâtiment de l'unité territoriale était inauguré hier. Les directeurs de services, la directrice de l'unité, Monique Guillon, et le préfet, Bernard Schmeltz, se sont retrouvés entre eux, les 36 agents ayant décidé de boycotter l'événement. Raison invoquée par les représentants du syndicat Snuite-FSU : « Nous avons dû intégrer ce bâtiment dès octobre et ce, alors que le chantier avait pris beaucoup de retard. Nous n'avons pas de chauffage, pas d'électricité et au rez-de-chaussée pas de fenêtres ! Ces conditions désastreuses nous ont obligés à fermer l'accueil au pu-

blic pendant trois semaines. » Hier, le préfet a reconnu « l'inconfort » subi par les personnels, incitant les encadrants à entendre les inquiétudes et le souci « des agents de maintenir l'efficacité du service public dans un contexte d'économie où un départ à la retraite d'un fonctionnaire sur deux n'est pas remplacé ».

À noter que l'unité territoriale est désormais ouverte au public du lundi au vendredi, de 9 heures à 11 h 45, et de 13 h 45 à 16 heures. Cette unité est située dans le même bâtiment que le Conseil de prud'hommes et le service pénitentiaire d'insertion et de probation. V.D.